

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

31/12/2012

12 mois

0 mois

		31/12/2012	
		12 mois	0 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	408 556	
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	6 473 592	
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1 432	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	272 224	
	Autres produits	356 107	
Total des produits d'exploitation	7 511 911		
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 426 149	
	Impôts, taxes et versements assimilés	364 735	
	Rémunération du personnel	2 546 436	
	Charges sociales	1 157 731	
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	62 807	
	Dotation aux provisions	299 545	
	Autres charges	550 276	
	Total des charges d'exploitation	7 407 678	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		104 233	
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 508	
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	16 146	
Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	(13 638)	
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	90 595	
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels	199 222	
	Charges exceptionnelles	44 804	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	154 418	
	Impôts sur les sociétés		
Charges exceptionnelles	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	326 953	
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	217 634	
TOTAL DES PRODUITS		8 040 594	
TOTAL DES CHARGES		7 686 263	
EXCEDENT ou DEFICIT		354 331	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole			

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2012			Net
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	37 512	35 558	1 955	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	498 599	348 480	150 119		
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	996		996		
Prêts					
Autres immobilisations financières	39 260		39 260		
TOTAL (I)	576 367	384 038	192 329		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 009		2 009	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	208 045		208 045	
	Autres créances	2 882 958		2 882 958	
Valeurs mobilières de placement	2 271		2 271		
Disponibilités	480 433		480 433		
Charges constatées d'avance	75 907		75 907		
TOTAL (II)	3 651 623		3 651 623		
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	4 227 991	384 038	3 843 953		

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

1

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2012

		31/12/2012	
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	32 144	
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	32 144	
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	401 668	
	Report à nouveau	(398 350)	
	Résultat de l'exercice	354 331	
	Total des fonds propres	389 794	
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	41 971		
Provisions réglementées	504 263		
Total des autres fonds associatifs	546 233		
Total des fonds associatifs	936 027		
Provisions			
Provisions pour risques	297 499		
Provisions pour charges	146 381		
Total des provisions	443 880		
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement	294 276		
Sur dons manuels affectés			
Sur legs et donations affectés			
Total des fonds dédiés	294 276		
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	595 959		
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	793 458		
Dettes fiscales et sociales	699 049		
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	25 207		
Produits constatés d'avance	56 097		
Total des dettes	2 169 770		
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	3 843 953		
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	354 331,13	0,00	
(1) Dont à moins d'un an	2 169 770		
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	595 959		
ENGAGEMENTS DONNES			

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière (règlement 99-03 modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable) et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 843 953 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **8 040 594 euros** et un total **charges** de **7 686 263 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **354 331 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2012** et finit le **31/12/2012**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables sont appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers ne sont pas incorporés dans les comptes d'achats, mais sont comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Faits significatifs de l'exercice :

L'association ADI a été créée à effet du 1er janvier 2012. Elle est née de la fusion des associations INNOVALIS et 2ADI.

Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

Les associations dont le budget est supérieur à 150 000 euros et qui bénéficient de subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 euros doivent indiquer, dans une annexe de leur compte, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

La rémunération des trois dirigeants les mieux rémunérés s'élève sur l'exercice 2012 à 248 641 euros.

Dévolution de Patrimoine

Au cours de l'exercice, l'association 4 DESIGN a été dissoute et les administrateurs de cette association ont décidé de faire une dévolution de patrimoine au profit de l'association AQUITAINE DEVELOPPEMENT ASSOCIATION. Cette dévolution figure en produit exceptionnel et s'élève à 172 168 euros.

Engagement retraite

les indemnités de départ à la retraite sont provisionnées au sein de l'entité. La provision s'élève au 31 décembre 2012 à 146 381 euros.

Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre du contrôle légal, les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 9687 euros.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2012
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres			37 512			37 512
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			37 512			37 512
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers			126 868			126 868
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier			371 731			371 731
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			498 599			498 599
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés			996			996
Prêts et autres immobilisations financières			39 260			39 260
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES			40 256			40 256
TOTAL			576 367			576 367

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92				
	Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres		504 263		
PROVISIONS REGLEMEENTEES			504 263		504 263
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		297 499		297 499
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires		146 381		146 381
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			443 880		443 880
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL			948 143		948 143
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		299 545	225 956	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2012	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	39 260	1	39 259
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	208 045	208 045	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	474	474	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	979	979	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	2 490 348	2 490 348	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	391 156	391 156	
Charges constatées d'avances	75 907	75 907		
TOTAL DES CREANCES		3 206 170	3 166 911	39 259
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2012	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	595 959	595 959		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	793 458	793 458		
	Personnel et comptes rattachés	256 297	256 297		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	366 266	366 266		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	76 486	76 486		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	25 207	25 207		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	350 373	350 373			
TOTAL DES DETTES		2 464 046	2 464 046		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2012

Total des Produits à recevoir		2 945 402
Autres créances clients		63 898
<i>CLT FACT A ETABLIR</i>	63 898	
Autres créances		2 881 504
<i>FRS AVOIR A RECEVOIR</i>	331	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR PERIA</i>	55 438	
<i>SUBV A RECEVOIR PEPITEA</i>	32 933	
<i>SUBV A RECEVOIR PERFOLEAN2</i>	75 069	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR FONCTION</i>	1 997 045	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR RRI</i>	39 711	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR EEN</i>	20 255	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR MINT</i>	20 000	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR ESCALE D</i>	117 272	
<i>SUBVENTION ARECEVOIR EDI</i>	44 713	
<i>SUBVENTION EXPLOITATION A RECE</i>	36 600	
<i>SUB A RECEVOIR ACDC</i>	31 420	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR EEN</i>	19 893	
<i>PRODUITS A RECEVOIR DIVER</i>	96 550	
<i>SUBVENTIONS PTR A RECEVOIR</i>	294 276	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2012

Total des Charges à payer		567 794
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		104 989
<i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV</i>	<i>104 989</i>	
Dettes fiscales et sociales		437 599
<i>CONGES PAYES</i>	<i>251 948</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S/CP</i>	<i>108 337</i>	
<i>CS CHARGES A PAYER</i>	<i>828</i>	
<i>ETAT CHARGES FISCALE S/ CONGES</i>	<i>35 272</i>	
<i>TAXE SUR LES SALAIRES</i>	<i>41 214</i>	
Autres dettes		25 207
<i>CHARGES A PAYER DIVERS</i>	<i>25 207</i>	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2012

Charges

Produits

	31/12/2012	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		75 907	350 373
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		75 907	350 373

--



LOPÈS, VERDON & Associés Audit

audit et commissariat aux comptes

Aquitaine Développement Innovation

Parc Unitec 2
6 allée du Doyen Georges Brus
33600 PESSAC

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2012

51, rue de la Porte Dijeaux - 33000 Bordeaux
Tel 05 56 01 32 09 - Fax 05 56 51 27 94 - www.civa.fr - mel@civa.fr

Société de commissariat aux comptes au capital de 241 000 €
RCS Bordeaux 491 889 267 - SELARL inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Bordeaux



LOPÈS, VERDON & Associés Audit

audit et commissariat aux comptes

Aquitaine Développement
Innovation
Parc Unitec 2
6 allée du Doyen Georges Brus
33600 PESSAC

Sommaire

Rapport du Commissaire aux comptes	Page	1
Etats de synthèse au 31 décembre 2012	Page	4

Rapport du commissaire aux comptes

BORDEAUX, Le 15 avril 2013

Aquitaine Développement Innovation
Parc Unitec 2
6 allée du Doyen Georges Brus
33600 PESSAC

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- Le contrôle des Comptes Annuels d'Aquitaine Développement Innovation tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de surveillance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

.../...

2 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Fonds dédiés

Nous avons apprécié le caractère pertinent du critère de détermination des fonds dédiés indiqué en Annexe (page 20) et nous en avons validé l'application chiffrée figurant dans les comptes annuels.

Provision pour risques

Votre association a constitué une provision pour couvrir les risques liés à des reversements de subventions tels que décrit en annexe (page 11).


Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur le processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, et leur couverture par les provisions nécessaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire, et dans les documents adressés aux membres adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.



Pour la société CLVA Audit
Pascal VERDON
Commissaire aux comptes

Etats de synthèse de l'exercice 2012

Bilan Actif

5

Etat exprimé en euros		31/12/2012			Net
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	37 512	35 558	1 955	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	498 599	348 480	150 119		
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	996		996		
Prêts					
Autres immobilisations financières	39 260		39 260		
TOTAL (I)	576 367	384 038	192 329		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 009		2 009	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	208 045		208 045	
	Autres créances	2 882 958		2 882 958	
Valeurs mobilières de placement	2 271		2 271		
Disponibilités	480 433		480 433		
Charges constatées d'avance	75 907		75 907		
TOTAL (II)	3 651 623		3 651 623		
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	4 227 991	384 038	3 843 953		
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an			1		
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					
Dons en nature restant à vendre					
				- autorisés par l'organisme de tutelle	

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Bilan Passif

6

Etat exprimé en euros

31/12/2012

		31/12/2012	
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	32 144	
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	32 144	
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	401 668	
	Report à nouveau	(398 350)	
	Résultat de l'exercice	354 331	
	Total des fonds propres	389 794	
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports			
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	41 971		
Provisions réglementées	504 263		
Total des autres fonds associatifs	546 233		
Total des fonds associatifs	936 027		
Provisions	Provisions pour risques	297 499	
	Provisions pour charges	146 381	
	Total des provisions	443 880	
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	294 276	
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
Total des fonds dédiés	294 276		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	595 959	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	793 458	
	Dettes fiscales et sociales	699 049	
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	25 207		
Produits constatés d'avance	56 097		
Total des dettes	2 169 770		
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	3 843 953		
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	354 331,13	0,00	
(1) Dont à moins d'un an	2 169 770		
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	595 959		
ENGAGEMENTS DONNES			

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Compte de Résultat

7

		Etat exprimé en euros	31/12/2012		
			12 mois	0 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués				
	Prestations de services		408 556		
	Productions stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Dons				
	Cotisations				
	Legs et donations				
	Autres produits de gestion courante		1 432		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		272 224		
	Autres produits		356 107		
	Total des produits d'exploitation		7 511 911		
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats			
Variation de stock					
Autres achats et charges externes			2 426 149		
Impôts, taxes et versements assimilés			364 735		
Rémunération du personnel			2 546 436		
Charges sociales			1 157 731		
Subventions accordées par l'association					
Dotation aux amortissements et dépréciations			62 807		
Dotation aux provisions			299 545		
Autres charges			550 276		
Total des charges d'exploitation			7 407 678		
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER			104 233		
Produits financiers		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	Intérêts et produits financiers		2 508		
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations				
Charges financières	Intérêts et charges financières		16 146		
	2 - RESULTAT FINANCIER		(13 638)		
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)			90 595		
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels		199 222		
	Charges exceptionnelles		44 804		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL			154 418		
Impôts sur les sociétés					
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			326 953		
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			217 634		
TOTAL DES PRODUITS			8 040 594		
TOTAL DES CHARGES			7 686 263		
EXCEDENT ou DEFICIT			354 331		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS				
	Bénévolat				
	Prestations en nature				
	Dons en nature				
	CHARGES				
	Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Personnel bénévole					

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière (règlement 99-03 modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable) et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 3 843 953 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 8 040 594 euros et un total **charges** de 7 686 263 euros, dégageant ainsi un **résultat** de 354 331 euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2012** et finit le **31/12/2012**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables sont appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur constituée par le coût

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Etat exprimé en euros

d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers ne sont pas incorporés dans les comptes d'achats, mais sont comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Annexe libre

Document soumis
au visa du commissaire
aux comptes

Etat exprimé en euros

Faits significatifs de l'exercice :

L'association ADI a été créée à effet du 1er janvier 2012. Elle est née de la fusion des associations INNOVALIS et 2ADI.

Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

Les associations dont le budget est supérieur à 150 000 euros et qui bénéficient de subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 euros doivent indiquer, dans une annexe de leur compte, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

La rémunération des trois dirigeants les mieux rémunérés s'élève sur l'exercice 2012 à 248 641 euros.

Dévolution de Patrimoine

Au cours de l'exercice, l'association 4 DESIGN a été dissoute et les administrateurs de cette association ont décidé de faire une dévolution de patrimoine au profit de l'association AQUITAINE DEVELOPPEMENT ASSOCIATION. Cette dévolution figure en produit exceptionnel et s'élève à 172 168 euros.

Engagement retraite

les indemnités de départ à la retraite sont provisionnées au sein de l'entité. La provision s'élève au 31 décembre 2012 à 146 381 euros. La méthode retenue tient compte d'une progression salariale de 2 % et d'un taux d'actualisation de 3.80 %.

Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre du contrôle légal, les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 9687 euros.

Provision pour Risque

Des provisions pour charge sont constituées :

- à hauteur de 204 177 euros pour faire face au risque de reversement de la subvention de fonctionnement FEDER car les dépenses budgétées n'ont pas été intégralement réalisées
- à hauteur de 93 321 euros pour faire face à un risque de reversement de subventions FEDER sur des actions passées car la Commission européenne a remis en cause le taux de financement public (y compris FEDER) des actions collectives lorsqu'il excédait 50 % de leur coût total.